

Unité inter-départementale Aude-Pyrénées-Orientales
320 chemin de Maquens
ZI la Bouriette – CS 70069
CEDEX 09
11807 CARCASSONNE

Carcassonne, le 25 octobre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29 août 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

BORALEX SAS PE du Fond de la Plaine

Le Danica - Bâtiment B
21 avenue Georges Pompidou
69486 Lyon

Références : UID11/66-C3-2023-431
Code AIOT : 0006605528

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 août 2023 dans l'établissement de la société BORALEX, implanté Garrigo piano - Prael du Bosc - Feneret Fond de la Plaine à Luc-sur-Orbieu (11200). L'inspection a été annoncée le 27 juillet 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BORALEX SAS PE du Fond de la Plaine
- Garrigo piano - Prael du Bosc - Feneret Fond de la Plaine 11200 Luc-sur-Orbieu
- Code AIOT : 0006605528
- Régime : Autorisation

Installations terrestres de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent (Parc éolien de deux aérogénérateurs d'une puissance totale de 4 MW).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Suite de la visite de 2020,
- Respect de la réglementation, notamment l'arrêté préfectoral du 24 août 2015 et l'arrêté ministériel du 26 août 2011.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	/	Sans objet
8	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	/	Sans objet
11	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	/	Sans objet
15	Débroussaillage	Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 6	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	/	Sans objet
2	Généralités	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2	/	Sans objet
4	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
5	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	/	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	/	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	/	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	/	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
12	Risques	Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24	/	Sans objet
13	Documentation aéronautique	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	/	Sans objet
14	Balisage	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5	/	Sans objet
16	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6-III	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le parc éolien respecte une partie des dispositions contrôlées.

Plusieurs écarts à des dispositions réglementaires ont été relevés, notamment, concernant la gestion des déchets et les mesures compensatoires pour la protection de la biodiversité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Prescription contrôlée : I. - Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du (des) poste (s) de livraison. Les modalités de transmission et la nature des données techniques à déclarer sont définies par avis au Bulletin officiel du ministère de la transition écologique et solidaire.
Constats : L'exploitant a déclaré les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs et du poste de livraison, sur le site internet OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.2
Thème(s) : Autre, OREOL
Prescription contrôlée : II. - A compter de la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration

doit être réalisée, et le cas échéant mise à jour dans un délai maximal de quinze jours après chacune des étapes suivantes :

- le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation environnementale prévue par l'article R. 181-12 du code de l'environnement ;
- le dépôt d'un dossier au préfet pour le renouvellement de l'installation ;
- la déclaration d'ouverture du chantier de construction d'un ou plusieurs aérogénérateurs y compris, le cas échéant, pour le renouvellement de l'installation ;
- la mise en service industrielle des aérogénérateurs y compris, le cas échéant, après leur renouvellement ;
- le démarrage du chantier de démantèlement de l'installation ;
- la scission d'un parc éolien en plusieurs parcs.

Lorsque l'étape correspondante a déjà été réalisée à la date de publication de l'avis visé au point I du présent article, la déclaration est réalisée dans les six mois après cette publication.

Constats :

L'exploitant a déclaré sur OREOL l'ensemble des informations relatives aux différentes étapes de la vie du parc.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12

Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.

Constats :

L'exploitant a réalisé des suivis environnementaux en 2013 et en 2021-2022.

Le dernier rapport de suivi environnemental conclut que :

- pour les chiroptères, les impacts quantitatifs et qualitatifs sont qualifiés de très faibles voire nuls, du fait qu'aucun cadavre de chiroptère n'a été retrouvé au sol,
- pour l'avifaune, l'impact quantitatif est très faible du fait d'un taux de mortalité estimé à 2,67-2,94 mortalités par éolienne et par an.

Par ailleurs, ce rapport exprime la nécessité de mettre en place des mesures de réduction et de compensation dans les environs du parc éolien du Fond de Plaine afin de favoriser la reproduction de Faucon crécerelle (espèce la plus impactée quantitativement), à l'extérieur des zones à risques.

L'exploitant doit transmettre ces propositions d'actions en réponse à ces recommandations à l'inspection dans un délai de 3 mois.
Enfin, le parc ayant été mis en service en 2007, il est rappelé qu'un suivi environnemental doit être réalisé en 2027 au plus tard.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Constats : Le rapport du suivi environnemental de 2021-2022 mentionne explicitement le respect du protocole de 2018 reconnu par le ministre chargé des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.
Constats : L'exploitant a fourni le justificatif du téléversement, en date du 19 septembre 2023, des données du rapport de suivi environnemental de 2021-2022 dans l'outil de télé-service de « dépôt légal de données de biodiversité ». Pour les suivis antérieurs à 2018, le téléversement des données brutes n'est pas obligatoire, mais il est fortement suggéré aux maîtres d'ouvrage de déposer leurs données disponibles à titre volontaire.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques accidentels, Accès
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Lors de la visite, les éoliennes E4 et E8 et le poste de livraison étaient maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques accidentels, Panneaux et signalétique
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Chaque aérogénérateur est identifié par son numéro OREOL sur le mât. Les différents panneaux et signalétiques des éoliennes E4 et E6 et du poste de livraison étaient présents. Toutefois, l'exploitant doit s'assurer que les panneaux positionnés sur les chemins d'accès principaux sont bien visibles depuis chaque piste d'accès. A cette fin, il transmettra un plan des pistes d'accès avec le positionnement des panneaux et le cas échéant mettra en place de nouveaux panneaux.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques accidentels, Formation et exercices
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une

formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. [...]
Constats : L'exploitant a justifié de la formation de son personnel sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. L'exploitant doit transmettre au service de l'inspection des installations classées les justificatifs de formation pour le personnel de son maintenancier. L'exploitant a réalisé un exercice le 16 décembre 2021 portant sur une situation anormale de type « survitesse ».
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : L'intérieur des aérogénérateurs n° E4 et E8 était propre et aucun matériau combustible ou inflammable n'y était entreposé.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Le registre est réalisé via : - un registre spécifique qui permet de suivre toutes les interventions sur le parc, notamment les opérations de maintenance, - une GMAO qui permet de suivre les opérations préventives et correctives engagées.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion déchet
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.
Constats : Les bordereaux de suivi de déchets (BSD), générés via l'application TRACKDECHET, plateforme numérique visant à dématérialiser la traçabilité des déchets dangereux, ne sont pas au nom de la société Boralex ni à l'adresse du parc éolien, qui est le producteur du déchet, mais au nom soit de la base de maintenance implanté sur le territoire de la commune d'Avignonet-Lauragais, soit du maintenancier avec une adresse située à Carcassonne. Par ailleurs, dans certains BSD, l'opération, mentionnée dans la case 11, n'est pas une opération d'élimination ou de valorisation finale du déchet, par conséquent, l'exploitant ne peut pas justifier de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale. En outre, en cas de « rupture de traçabilité de déchet » et donc transfert de la responsabilité du producteur, l'exploitant, en tant que producteur, doit s'assurer que la société traitant les déchets est bien autorisée par arrêté préfectoral à cette rupture de traçabilité. Par conséquent, l'exploitant, en tant que producteur, doit transmettre à l'inspection : <ul style="list-style-type: none">- l'autorisation de la société de traitement pour la rupture de traçabilité de déchet,- le mail, dont il a été destinataire, l'informant du traitement avec perte de traçabilité du BSD. Enfin, l'exploitant n'a pas pu justifier de la régularité des sites recevant les déchets pour regroupement de son site de maintenance implanté sur le territoire de la commune d'Avignonet-Lauragais et de celui de son prestataire Siemens Gamesa. Les justificatifs correspondants doivent être transmis au service de l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats : L'exploitant a fourni les justificatifs de contrôle par un organisme extérieur des extincteurs, en date du 2 décembre 2022 justifiant de la conformité du site.
Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet

N° 13 : Documentation aéronautique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration
Prescription contrôlée : Le parc est inscrit sur la documentation aéronautique.
Constats : L'exploitant a fourni un courrier de la DGAC du 23 juin 2015 confirmant l'inscription du parc sur la documentation aéronautique.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 14 : Balisage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Conformité
Prescription contrôlée : Le balisage diurne et nocturne des éoliennes est réalisé conformément à la réglementation en vigueur.
Constats : Le modèle du balisage est de type L550-63A-63B-40-40-G qui est bien agréé par la STAC (Service Technique de l'Aviation Civil).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 15 : Débroussaillage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/08/2015, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Débroussaillage
Prescription contrôlée : Le débroussaillage autour des installations est sur une profondeur de 50 mètres, ainsi que de 10 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès.
Constats : L'exploitant n'a pas pu fournir de justificatif concernant le débroussaillage sur une profondeur de 50 mètres, ainsi que de 10 mètres de part et d'autre des voies privées y donnant accès. L'exploitant doit transmettre les justificatifs du débroussaillage au service de l'Inspection.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 16 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 24/08/2015, article 6-III
Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Les documents attestant la constitution du montant des garanties financières répondent aux dispositions de l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

L'exploitant adresse au préfet, avant le 25 août 2015 le document attestant la constitution du montant des garanties financières.

Sauf dans les cas de constitution de garanties financières par consignation à la Caisse des dépôts et consignation, le renouvellement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document attestant la constitution du montant des garanties financières.

Pour attester du renouvellement des garanties financières, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 susvisé.

Constats :

L'exploitant a fourni une attestation de garanties financières allant jusqu'en 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet